



fil infos

résorption des bidonvilles

Le fil infos « **campements illicites / résorption des bidonvilles** » rend compte des actions de la Dihal en matière d'anticipation et d'accompagnement des démantèlements de campements illicites et de résorption des bidonvilles. Il donne plus largement des informations sur l'actualité dans ce domaine. Il est adressé aux correspondants départementaux de la Dihal et à ses partenaires. Vos contributions sur les initiatives menées dans vos territoires sont les bienvenues à l'adresse : pointcontact.campements@developpement-durable.gouv.fr



A la une

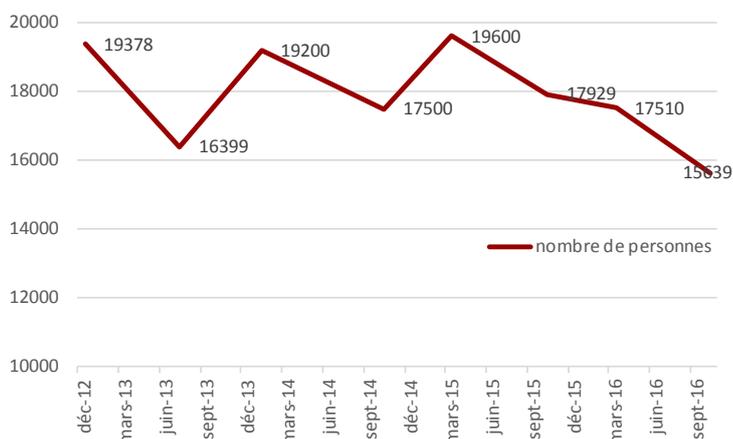
8^{ème} enquête nationale recensant les campements, grands squats et bidonvilles

Dans le cadre du suivi de l'application de la circulaire interministérielle du 26 août 2012 relative à l'anticipation et à l'accompagnement des démantèlements de campements illicites, la Dihal réalise chaque semestre, depuis fin 2012, un **état des lieux national des campements, bidonvilles et grands squats en France**.

La 8^{ème} enquête, lancée en octobre 2016, fait état de **15 639 personnes sur 539 sites**. La précédente enquête de mars 2016 faisait apparaître 17 510 personnes sur 569 sites (hors campements du Calais et de Grande-Synthe). Cette baisse de 1 871 personnes se retrouve en grande partie dans **plusieurs départements d'Ile-de-France, en Haute-Garonne, dans le Nord et dans le Bas-Rhin**. En Haute-Garonne et dans le Bas-Rhin, la diminution observée s'explique par la mise en œuvre de stratégies globales et dans la durée de résorption des bidonvilles.

En complément de cette 8^{ème} enquête, deux chercheurs de l'université de Lorraine ont réalisé un **travail d'analyse sur l'ensemble des recensements effectués à ce jour**. Ce document fait notamment apparaître un déplacement géographique des sites de l'Ile-de-France vers les régions, une implantation de ces installations sur des communes caractérisées par des taux de pauvreté particulièrement élevés et une évolution de la composition de ces installations (une part relativement plus importante des bâtiments par rapport aux terrains).

Evolution du nombre de personnes vivant en campements illicites, squats et bidonvilles (2012-2016)



La 8^{ème} enquête et l'analyse du laboratoire de l'Université de Lorraine sont consultables à l'adresse suivante: <http://www.gouvernement.fr/campements-illicites-et-bidonvilles>

Méthode

Basées sur les informations transmises par les correspondants départementaux de la Dihal, cette enquête recense à un instant t le nombre de personnes vivant en campement illicite, grand squat et bidonville, indépendamment de leur origine. Elle ne recense pas en particulier le nombre de personnes s'identifiant ou identifiées comme « roms ».



Dans les territoires

Une action partenariale d'accompagnement pour 25 personnes à Saint-Etienne

A Saint-Etienne, une action d'insertion sociale et professionnelle a été mise en place pour quatre familles. Les 25 personnes concernées **ont accédé pour une année à un logement à partir de juin 2016, grâce à un partenariat avec l'opérateur Pact Loire et à un financement de l'Etat.** Le plan d'action repose sur plusieurs axes complémentaires : accompagnement vers l'emploi, apprentissage du français, demandes d'obtention de la protection universelle maladie, scolarisation des enfants, accompagnement à la gestion

budgétaire et administrative, aide à l'alimentation et à l'insertion dans la cité.

Après 5 mois, la DDCS de la Loire constate des résultats très positifs, notamment en termes d'accès à l'emploi (activités saisonnières, formations rémunérées, ...). Elle souligne aussi l'importance du rôle d'associations bénévoles, encadrées par un opérateur associatif. Un comité de pilotage se tiendra en février sur ce sujet.

Point d'avancement sur la stratégie régionale en Ile-de-France et la Plateforme AIOS

Le 5 décembre 2016, le Préfet de la région Ile-de-France Jean-François Carencu, a réuni tous les partenaires de la stratégie régionale de l'Etat pour les campements illicites en Ile-de-France (associations, élus locaux, administrations centrales, opérateur) afin de faire un point d'étape sur les avancées de cette stratégie.

Un point particulier a été fait sur les activités de la plateforme régionale AIOS (accueil, information, orientation et suivi) pour les occupants de campements illicites, dont le comité de pilotage s'était réuni le 28 novembre. Cette plateforme a vocation à intervenir auprès des personnes vivant dans les campements franciliens, en identifiant des volontaires qui s'engagent pour bénéficier d'un accompagnement global, particulièrement tourné vers l'emploi et l'insertion socio-économique.

Une dynamique positive est globalement observée avec **une hausse de l'activité de l'opérateur Adoma par rapport à l'année 2015** ainsi qu'un approfondissement de la connaissance des populations et de leurs lieux de vie. Des limites ont toutefois été constatées, notamment la **difficulté de concilier un travail de repérage et d'accompagnement vers l'insertion, et les délais avant évacuation.** Le dispositif d'insertion par l'emploi mené en partenariat avec Opcalia a été présenté, ainsi que le projet de mobilisation de places d'insertion par l'activité économique. Pour le volet « accompagnement vers l'hébergement et le logement », les discussions ont porté sur la démarche d'insertion de la base-vie de Ris par l'association le Rocheton ainsi que sur le projet Andatu initié par la préfecture de région.



Actus Dihal

12^{ème} cycle de réunions des instances de pilotage

Le Dihal a réuni les instances et acteurs concernés par la thématique des campements illicites dans le cadre d'un **Comité de pilotage et de coordination interministériel** (avec les administrations centrales des ministères concernés) le 7 décembre 2016, et d'un **groupe national de suivi** (avec les associations et partenaires) le 13 décembre 2016.

Le Dihal a rappelé à cette occasion la nécessité de développer une action dans la durée et des stratégies locales pluriannuelles pour mener à bien la résorption des campements et bidonvilles.

Plusieurs sujets nationaux et européens ont été évoqués : le projet de conclusions du Conseil de l'UE sur l'insertion des Roms, les résultats du recensement de novembre 2016, la plateforme AIOS et le projet Opcalia. Les groupes de travail pour 2017 ont été annoncés. Ils porteront sur



Groupe national de suivi, 13 décembre 2016
Source: Dihal

la **sécurisation des campements**, les **mariages précoces** et les **perspectives de développement pour l'accès à l'éducation.**

Le 50ème atelier de la Dihal sur les bidonvilles

Le 8 décembre 2016 eu lieu à Paris à l'Asiem le 50ème atelier de la Dihal sur le thème « **Les bidonvilles : réalités mondiales réalités françaises** ». Cet atelier se proposait d'interroger la notion de bidonville, les différentes typologies de bidonvilles, en confrontant les réalités aux plans mondial et national.

Trois intervenants ont été conviés : Julien Damon, professeur associé à Sciences-Po, Jean-Baptiste Daubeuf, doctorant à l'université de Lorraine, préparant une thèse sur « L'épreuve du bidonville : ethnologie de la vie de 13 familles roumaines dans le Nord-Est de la France » et Hervé Marchal, maître de conférences en sociologie à

l'Université de Lorraine, co-auteur d'un ouvrage à paraître début janvier aux Editions Cavalier Bleu (en partenariat avec la Dihal) intitulé « Idées reçues sur les bidonvilles en France ».



Introduction de l'atelier
Source: Dihal

De nouvelles arrivées au Pôle campements illicites et bidonvilles de la Dihal

Le pôle se renforce avec l'arrivée de Béatrice Dupoux, conseillère scolarisation et droits de l'enfant, entrée en fonction le 1^{er} décembre 2016. Mise à disposition par le ministère de l'éducation nationale, jusqu'alors chargée d'étude au rectorat de Paris après avoir été coordinatrice nationale du réseau des écoles associées de l'Unesco, Béatrice Dupoux a commencé sa carrière comme

enseignante et notamment de français pour étrangers en Hongrie. Le pôle accueillera par ailleurs à partir de janvier et pour une durée de 6 mois, deux nouveaux stagiaires étudiants à Sciences-Po, Bruno Silvain et Usman Mohammad, qui prendront la succession de Sophie Jacquemont et de Faustine Masson.



Europe / International

Adoption des conclusions du Conseil de l'Union européenne sur l'inclusion des Roms : un pas vers la reconnaissance des différences d'approches au sein de l'UE

Le 8 décembre 2016, le projet de conclusions du Conseil de l'UE « accélérer le processus d'inclusion des Roms » a été adopté. Ces conclusions s'inscrivent dans la continuité du cadre européen adopté par la Commission européenne en 2011 et la recommandation de la Présidence du Conseil de l'Union européenne de 2013. Des évolutions méritent cependant d'être soulignées :

ce texte reconnaît la **nécessité d'adapter les exigences du cadre européen au cadre juridique et politique de chacun des Etats membres et la possibilité de recourir à des données alternatives aux données ethniques**. La position universaliste et pragmatique de la France visant la lutte contre la grande pauvreté a été entendue.

La Plateforme européenne pour l'inclusion des "Roms"

Les 29 et 30 novembre 2016, la Dihal a représenté la France lors de l'organisation à Bruxelles de la Plateforme européenne pour l'inclusion des Roms, aux côtés de Jérôme Normand, sous-préfet, directeur de projet chargé des campements illicites à la Préfecture de région Ile-de-France, et de Manon Fillonneau, déléguée générale du collectif CNDH Romeurope. Une manifestation parallèle

a été organisée sur la mémoire, l'éducation et la reconnaissance du génocide Rom. Darius Boian, représentant la voix des Roms, a présenté son expérience aux côtés de Raymond Gurême, survivant français de l'Holocauste.

Darius Boian
Source: Dihal



La 12^{ème} réunion du CAHROM à Strasbourg

Le Dihal, Sylvain Mathieu, a représenté la France dans le cadre de la 12^{ème} réunion du Cahrom, le 18 novembre 2016 à Strasbourg. Il a notamment évoqué la reconnaissance de l'internement des nomades entre 1940 et 1946 par le Président de la République, lors de la **cérémonie de Montreuil Bellay**, le 29 octobre 2016.

Les discussions ont également porté sur le **projet de recommandations du Comité des ministres sur l'amélioration de l'accès à la justice pour les Roms et Gens du voyage en Europe**.



Réseaux / partenariats

Appel à contributions pour la semaine d'éducation et d'actions contre le racisme et l'antisémitisme 2017 lancé par la DILCRA

La délégation interministérielle à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme (Dilcra) vient de lancer un appel à contributions dans le cadre de la **semaine d'éducation et d'actions contre le racisme et l'antisémitisme qui se tiendra du 18 au 26 mars 2017.**

Les associations et institutions partenaires sont invitées à proposer leurs actions en se rendant sur le site dédié à l'appel à contributions (dans la rubrique « proposer un action »).

<http://semaine21mars.tousuniscontrelahaine.gouv.fr/>

Le projet Romcivic parmi les 30 finalistes de « la France s'engage »

L'association Les Enfants du Canal a été retenue parmi les 30 finalistes de l'opération « La France s'engage » pour son projet Romcivic (soutenu par la Dihal et la préfecture de région Ile-de-France notamment), afin de recevoir le label. Plus d'infos sur : <http://lafrancesengage.fr/>



Participation à un colloque à l'Université Paris Diderot

La Dihal a participé le 9 décembre 2016 à un colloque organisé par l'UFR d'études interculturelles de langues appliquées de l'Université Paris Diderot, sur les thèmes

« Exilés – Réfugiés – Migrants en villes. Formes d'exclusion et stratégies d'insertion. Europe, 1945 - 2016 ».



Sans commentaires... et sous toutes réserves Revue des sujets relayés sur internet et dans la presse

Publication de l'enquête de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne sur les minorités de l'Union européenne et les discriminations dans 9 Etats membres (Bulgarie, Croatie, République Tchèque, Grèce, Portugal, Hongrie, Roumanie, Slovaquie, Espagne) : <http://fra.europa.eu/fr/press-release/2016/80-des-roms-presentent-un-risque-de-pauvrete-resultats-dune-nouvelle-enquete>

Poursuite de la résorption des bidonvilles à Toulouse: <http://www.ladepeche.fr/article/2016/12/01/2469601-le-maire-veut-evacuer-le-camp-illegal-de-ginestous.html>

Un article sur les bidonvilles en Rhône-Alpes, entre la Seconde guerre mondiale et la résorption des bidonvilles : <http://www.lyonplus.com/actualite/2016/11/18/au-siecle-dernier-la-ville-a-aussi-connu-les-bidonvilles>

D'anciens occupants du campement de la rue Pascal à La Courneuve, retournés en Roumanie, se lancent dans la récolte et le commerce de champignons : <http://magazine.laruchequiditoui.fr/romignons-champignons-voyage/>



Séance de nettoyage de champignons
Source: Magazine la Ruche

Un témoignage personnel de Cristina Radu, ancienne volontaire en service civique aux Enfants du Canal, sur son expérience de l'hébergement en hôtel, dans la presse : <http://www.la-zep.fr/societe/a-lhotel-cest-ma-vie-de-roumaine-en-france/>

Une campagne pour changer de regard sur les habitants des bidonvilles de l'association EPIS et du collectif Rom Lille Métropole pour un projet de collage de photos grandeur nature à Lille : <http://www.flickr.com/photos/kgarbarini/sets/72157655310393908>